

Entretien avec le Général Desportes.

Article rédigé par *Vincent Desportes*, le 18 août 2016

[Source : Figaro Vox]

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Donald Trump considère qu'Obama est le fondateur de Daech et Hillary Clinton sa cofondatrice. Pour le Général Vincent Desportes, les Etats-Unis dans leur ensemble ont une responsabilité, et plus particulièrement George W. Bush.

FIGAROVOX. - Donald Trump a fait polémique cette semaine polémique en déclarant que Barack Obama était le fondateur de l'Etat islamique et qu'Hillary Clinton en était la cofondatrice. Comment comprenez-vous ces propos?

Général Vincent DESPORTES. - Je pense que Donald Trump répète ce que les républicains disent largement de Barack Obama. L'actuel président serait parti précipitamment d'Irak en 2010, ce qui aurait accéléré très fortement la croissance de l'Etat islamique. C'est vrai que la chute de Mossoul en 2014 est postérieure de quelques mois au départ des troupes américaines. Les républicains de manière générale pensent que George W. Bush n'est absolument pas fautif dans le chaos du Moyen-Orient et que c'est Barack Obama qui l'est.

Auditionné devant le Sénat en 2014, vous aviez déclaré à propos de Daech: «*Quel est le docteur Frankenstein qui a créé ce monstre? Affirmons-le clairement, parce que cela a des conséquences: ce sont les États-Unis. Par intérêt politique à court terme, d'autres acteurs - dont certains s'affichent en amis de l'Occident - d'autres acteurs donc, par complaisance ou par volonté délibérée, ont contribué à cette construction et à son renforcement. Mais les premiers responsables sont les États-Unis*»? Maintenez-vous ces propos?

Oui, absolument, mais je veux que mes propos soient bien compris, avec sérieux. Il ne s'agit évidemment pas de théorie du complot.

L'équipe de George W. Bush et les républicains ont rejeté massivement la faute de la destruction du Moyen-Orient sur Barack Obama alors qu'ils en étaient évidemment à l'origine. Ne pouvant justifier leur action qui s'est faite sur un motif qui s'est avéré faux - les armes de destruction massive, ndlr. -, les républicains considèrent que cette intervention militaire était de toute façon une bonne chose car la démocratie qu'ils «espéraient» tous pour l'Irak aurait pu naître si Obama n'était pas parti trop tôt.

C'est évidemment faux. Je ne peux pas savoir exactement ce qu'aurait changé le maintien des troupes américaines, mais, de toute façon, ce n'était politiquement pas possible pour les Américains de rester encore très longtemps, quel que soit le président qu'ils auraient choisi.

Celui qui porte la faute la plus grave, c'est évidemment George W. Bush et son équipe de «néocons» composée notamment par Donald Rumsfeld, Dick Cheney et Paul Wolfowitz. C'est eux qui portent une responsabilité accablante dans l'actuelle destruction du Moyen-Orient et dans l'exacerbation de l'antagonisme entre les chiites et les sunnites. Cet antagonisme existait évidemment avant, mais d'ailleurs, ni vous ni moi ne le percevions. Il faut citer le très mauvais contrôle qui a été exercé sur la personne de Nouri al-Maliki quand il est devenu le Premier ministre irakien en 2006. Il faut citer encore la faute historique de Paul Bremer, administrateur provisoire de l'Irak de 2003 à 2004, qui a expurgé tous les anciens baasistes de l'administration et qui a fait s'effondrer l'Etat irakien. Il a aussi commis une faute absolument majeure en

rejetant tous les anciens militaires sunnites en dehors de l'Armée. C'est ainsi lui qui a créé par sa décision le facteur militaire de la création de Daech. La responsabilité des Etats-Unis est ainsi profonde et première. Que Paul Bremer ait pris ces décisions de bonne foi, c'est possible, mais cela n'ôte rien à la question de la responsabilité historique terrible des Etats-Unis dans le désordre du Moyen-Orient. A partir de là, il est de leur responsabilité morale de s'engager à réparer cette erreur, qu'ils soient républicains ou démocrates. Que les Républicains et les Démocrates se rejettent la faute l'un sur l'autre ne sert strictement à rien.

Les Etats-Unis en Syrie ne continuent-ils pas à nourrir le «monstre» puisqu'il leur a fallu beaucoup de temps pour ne plus soutenir le front al-Nosra?

On est là devant le problème compliqué qui est celui d'Assad. Ce qui est vrai, c'est que les Américains, et les démocrates en particulier, ont une vision moralisante des relations internationales. On l'a bien vu en Afghanistan où il a fallu attendre 2008/2009 pour commencer à parler avec les Talibans. Les Américains depuis de nombreuses années n'ont pas une vision réaliste et font de l'anti-Kissinger en permanence.

Tant que vous ne comprenez pas que le monde est d'abord le résultat des rapports de force, tant que vous vous appuyez uniquement sur des principes moraux auto-proclamés, vous refusez la réalité du monde et vous devenez incapable de mener une politique étrangère. Les principes moraux sont importants parce qu'ils correspondent à des valeurs qui sont les nôtres, mais il faut comprendre qu'il ne s'agit pas de valeurs universellement partagées. Sinon, ça se saurait et l'Afghanistan et l'Irak vivraient en démocratie.

La grande difficulté est de déterminer quel est le bien principal ou inversement l'ennemi principal. Or, l'ennemi principal, c'est évidemment Daech dans la mesure où Bachar al-Assad n'a jamais menacé ni les Etats-Unis ni la France. C'est la vision moralisante des relations internationales qui empêche de désigner Daech comme l'ennemi principal et qui fait que l'on a eu tendance aussi en Syrie à nourrir le «monstre» en le désignant mal.

Et la France?

C'est bien en effet de parler des Etats-Unis, mais ce serait encore mieux aujourd'hui de parler de la France car la première cible occidentale de Daech n'est pas Washington. C'est la France et la France ne fait rien. Elle se place dans le sillage des Etats-Unis qui se refusent à assumer leurs responsabilités et à s'engager de manière sérieuse contre l'Etat islamique. Nous sommes engagés, nous avons vu récemment les bombardements tragiques dans la ville de Manbij au Nord de la Syrie. Mais nous sommes engagés qu'à moitié. Les Etats-Unis aussi d'ailleurs. Nous nous refusons à mener une politique étrangère autonome alors que l'Europe pourrait le faire. L'Allemagne est aussi victime de Daech et d'autres pays européens le seront à l'avenir. Nous demeurons dans le suivisme européen vis-à-vis des Américains, qui n'apportent pourtant rien de bon. Nous avons suivi les Américains en Afghanistan et ce fut une faute majeure. Nous les suivons aujourd'hui dans leur semi-intervention et nous voyons bien que ce n'est pas une solution pertinente.

Quel rôle pourrait jouer Paris?

Face à Daech, en dehors des actions en amont qui sont d'ailleurs les plus importantes - reconstruction de la société française -, la seule solution serait de terroriser les terroristes et nous en avons les moyens. Nous nous laissons terroriser par eux en ne faisant que nous défendre. Comme chacun sait et Renaud Girard le rappelait avec justesse récemment dans *Le Figaro* : l'épée a toujours un coup d'avance sur la cuirasse. C'est l'histoire du monde.

Défendre ne suffit pas. Nous avons une armée pour terroriser les terroristes. Notre budget n'est pas assez important, mais nous pouvons rapidement l'augmenter. Nous avons les équipements nécessaires pour aller conduire des raids dans la profondeur en utilisant notamment nos hélicoptères de combat pour frapper Daech au cœur. Ça fait longtemps que Daech ne craint plus les bombardements, il faut donc mener intelligemment des opérations au sol.

Il est assez étonnant de voir que dans cette guerre, nous n'utilisons pas nos soldats ou en tout cas, nous les utilisons à contre-sens en les déployant sur le territoire national. Ce ne sont pas les quelques canons d'artillerie que nous fournissons à l'armée irakienne qui vont changer la donne. En revanche si au sein de la coalition internationale, un certain nombre d'acteurs - en premier lieu la France - faisaient la guerre et ne se

contentaient pas d'envoyer un porte-avions dans le Golfe, ce qui n'a aucun effet, les choses pourraient évoluer. Je ne dis pas que le problème de Daech serait entièrement réglé par le feu que nous porterions en Syrie et en Irak, mais en tout cas, il faut le faire.

Quant à notre territoire national, il faut enfin des mesures de sécurité adaptées pour que le double échec de l'Etat qui s'appelle le Bataclan et Nice soit pris en compte sérieusement. Il faut pour cela aller au-delà des effets de manche de l'exécutif en place.